

Le violent conflit qui s'est produit au Congo-Brazzaville et les pertes de vie qui en ont résulté troublent profondément le Canada. Nous trouvons inacceptable qu'un président élu démocratiquement ait été renversé par la force et nous déplorons l'intervention de forces étrangères au Congo-Brazzaville. Le Canada encourage toutes les parties à établir un dialogue constructif et rassembleur et exhorte le nouveau régime à respecter en tous points ses obligations au chapitre des droits de la personne.

Le Canada est aussi très préoccupé par le conflit au Burundi et par la situation des droits de la personne dans ce pays. Nous demandons que les « camps de regroupement » soient fermés immédiatement et que leurs habitants soient réintégrés dans leurs communautés d'origine. Nous incitons toutes les parties à établir un véritable dialogue et nous appuyons les efforts de pays dans la région pour trouver une solution pacifique.

Le Canada prie la République démocratique du Congo de respecter pleinement tous les droits de la personne et toutes les normes humanitaires. Nous nous réjouissons des mesures initiales prises par le gouvernement afin de renouveler les institutions démocratiques congolaises. Nous regrettons le rapatriement forcé de réfugiés, mais nous sommes encouragés par les négociations ayant lieu actuellement entre le HCR et la République démocratique du Congo. Le Canada demande au gouvernement d'accorder plein accès aux organisations humanitaires et de leur fournir des garanties de sécurité adéquates afin qu'elles puissent venir en aide aux réfugiés et aux Congolais déplacés. Le Canada est heureux qu'une entente soit finalement intervenue sur le déploiement de la mission d'enquête sur les droits de l'homme du Secrétaire général et que celle-ci puisse bientôt entreprendre son travail sur le terrain.

Les conflits internes servent souvent de prétexte pour justifier des violations des droits de la personne. On fait valoir que des circonstances exceptionnelles justifient des mesures exceptionnelles, que les droits de la personne sont un luxe à mettre de côté jusqu'au rétablissement de la paix. Toutefois, un gouvernement qui, dans ses efforts pour supprimer le terrorisme ou l'opposition armée, choisit de ne pas respecter les droits de ses citoyens perd vite la confiance et la loyauté de sa population.

Nous restons préoccupés par les rapports qui continuent de faire état d'arrestations arbitraires, du bombardement sans discernement de cibles civiles par les forces gouvernementales, d'actes d'intolérance et de persécution religieuses et de la pratique de l'esclavage au Soudan. Le conflit interne cause de grandes épreuves et de grandes souffrances dans ce pays, et toutes les parties doivent assumer la responsabilité des violations des droits de la personne et du droit humanitaire qui y sont commises. Nous continuons d'espérer en un règlement négocié de la guerre civile.